

Le chef de groupe N-VA à la Chambre veut convaincre les francophones des vertus du confédéralisme, un édifice institutionnel qui devrait être assorti d'une coupole belge. **Peter De Roover** ne ferme la porte à aucune alliance future, sauf avec le PS. Sur le climat enfin, il invite au réalisme.

## «Le confédéralisme apportera une nouvelle dynamique à la Wallonie»

**INTERVIEW**  
**JEAN-PAUL BOMBAERTS**

**D**urant quelques jours, en décembre 2018, c'était lui, la voix de la N-VA. Pendant tout le bras de fer autour du pacte de Marrakech, Peter De Roover, chef de groupe à la Chambre, est resté inflexible: pas question d'apposer la signature de la N-VA en bas de ce pacte. Ce qui a conduit, comme on sait, à la chute du gouvernement Michel et aux affaires courantes jusqu'au 26 mai.

Peter De Roover est un économiste de formation, pour qui la politique est une vocation tardive. Certes, il a milité brièvement au sein de la Volksunie dans les années 1980, le parti pour lequel son père avait déjà été mandataire politique. Il a ensuite fallu 25 ans à Peter De Roover pour se laisser convaincre, en 2014, de quitter le Mouvement flamand (Vlaamse Volksbeweging), dont il était jusque-là une des figures de proue, et faire le grand saut dans la politique. Un choix qu'il ne regrette en rien. «Je suis content de l'avoir fait et content aussi de ne pas l'avoir fait trop tôt», lance-t-il en nous accueillant dans les salons feutrés de la Chambre. «C'est très bien pour un politicien d'avoir une expérience professionnelle en dehors de la politique. Je ne pourrais pas m'imaginer passer une vie entière à siéger au Parlement. Dix ou quinze ans me semblent plus qu'assez.»

Son passage au Mouvement flamand vaut à Peter De Roover une étiquette de «dur» au plan communautaire. Une image que l'intéressé tient toutefois à nuancer. «Je pense que l'autonomie est une chose nécessaire pour la Flandre et la Wallonie. Mais je suis aussi un pragmatique. Vous pouvez penser ce que vous voulez, mais une fois que vous êtes en politique, il faut se concentrer sur ce qui est réalisable. Nous ne sommes pas des révolutionnaires. Nous nous inscrivons dans

la logique de la démocratie parlementaire, c'est la seule arme que nous utilisons pour poursuivre nos objectifs.»

Une de ces armes, c'est la révision de la Constitution. Mardi dernier, la N-VA a suggéré de soumettre à révision l'ensemble des articles de la loi fondamentale. «Comme nous ne sommes plus tenus de rechercher un consensus préalable au sein du gouvernement, nous pouvons pleinement avancer dans nos revendications. Nous n'allons pas pratiquer l'autocensure en omettant de soumettre certains articles à révision et risquer de perdre ainsi cinq années supplémentaires.»

Reste que le confédéralisme demeure un concept nébuleux pour le commun des mortels. Pas facile de vendre cela à l'électeur. Ici aussi, Peter De Roover se veut pragmatique. «Il subsiste chez certaines personnes un lien émotionnel avec la Belgique. Il faut en tenir compte. Ensuite, il y a la dette, l'armée et Bruxelles qui sont autant d'éléments communs à tous les Belges. C'est pourquoi une coupole confédérale offre un certain nombre d'avantages. Ce qui n'enlève rien au fait que les deux grandes communautés du pays doivent pouvoir disposer de leur propre autonomie. Pas seulement pour une question de principe, mais aussi pour une question de transparence de la gouvernance.»

Pour Peter De Roover, les rigidités qui freinent bon nombre de réformes socio-économiques sont à mettre en rapport direct avec une structure étatique qu'il juge «caduque». «Un exemple: si vous voulez introduire un deuxième pilier de pension pour les fonctionnaires, c'est une décision qui relève du fédéral. Mais la facture pour les fonctionnaires régionaux et communautaires atterrira auprès des entités fédérées. Il faut remédier à ces frictions entre les différents niveaux de pouvoir.»

### Quid de Bruxelles?

Et Bruxelles dans tout ça? Pour le chef de groupe N-VA, Bruxelles ne doit pas néces-

sairement renoncer à toutes ses attributions. «Dans notre modèle confédéral, Bruxelles conserve toutes ses compétences territoriales ou régionales au sein d'institutions bruxelloises spécifiques. Mais comme il s'agit de la capitale d'une confédération, on y superpose une coupole où Flamands et Francophones se rencontrent et veillent ensemble sur Bruxelles.»

Peter De Roover s'interrompt quelques minutes pour saluer son vieil ami de toujours, Jan Jambon. Ensemble, ils formaient un tandem de choc à la tête du Vlaamse Volksbeweging dans les années nonante, lorsqu'ils sillonnaient la Flandre pour prêcher la parole nationaliste.

Reste un obstacle de taille pour les nationalistes flamands, c'est de convaincre les francophones des vertus du confédéralisme. «Je sais que le confédéralisme est souvent perçu comme un projet flamand. À tort, selon moi. Je pense – et je pèse mes mots, car je ne veux surtout pas paraître insultant – qu'il y a un manque de confiance en soi côté francophone. L'autonomie peut procurer à la Wallonie une nouvelle dynamique. Je crois à la responsabilisation. Le confédéralisme est un projet positif et je n'ai jamais compris pourquoi les Wallons, pour assurer leur bien-être, estiment ne pas pouvoir se passer de la Flandre. Le confédéralisme, ce n'est pas un gain pour la Flandre et une concession pour les Francophones. Ce n'est pas non plus une mise sous tutelle de la Wallonie par la Flandre. Je dis aux Wallons: ayez confiance en vous.»

«Nos relations mutuelles ont tout à y gagner. Ces cinq années passées à la Chambre n'ont fait que me conforter dans l'idée qu'il y a moyen de s'entendre de manière optimale avec les Francophones ou les Wallons. Il n'y a entre nous aucune espèce d'animosité. Il s'agit simplement de se respecter mutuellement dans notre spécificité politique. On parle bien de structures politiques, pas d'établir des frontières économiques, culturelles ou familiales. Regardez la Wallonie et la France: ce sont deux structures politiques différentes et, pour-

*tant, je n'ai pas l'impression que les Wallons et les Français ne s'entendent pas...»*

### Partir ou rester?

Peter De Roover fait partie de ceux qui, au sein de son parti en 2014, n'étaient pas a priori favorables à une mise sous cloche des revendications institutionnelles au profit d'un engagement dans un programme socio-économique avec le MR. C'est ce qu'on appelait à l'époque le «virage Bracke» (de bocht van Bracke), du nom du président de la Chambre Siegfried Bracke, N-VA également et qui plaidait pour une mise en veilleuse de l'institutionnel. «Il n'y avait à l'époque tout simplement pas de partenaire pour avancer dans cette direction, admet De Roover. Dès lors, fallait-il se replier, boudier dans son coin et laisser le champ libre aux autres? Tant que le niveau belge est prépondérant, c'est un handicap structurel, mais ce serait encore plus pénalisant de ne pas y participer. Mieux vaut une Belgique où la N-VA est aux affaires qu'une Belgique sans la N-VA.»

C'est pour cela que la N-VA vote aujourd'hui au Parlement des textes élaborés auparavant avec les partenaires de la «suédoise». Une position avec un pied dedans, un pied dehors qui ne semble pas perturber le chef de groupe. «Dès lors que

nous avons été mis sur la touche dans un dossier qui nous semblait important, celui de la migration, nous ne sommes plus liés par ce gouvernement. Nous avons été littéralement poussés dehors. Ce qui ne signifie pas que le projet socio-économique de la suédoise mérite d'être jeté aux orties. Au contraire. La seule différence est qu'aujourd'hui, le centre de gravité politique a basculé du côté du Parlement. Sur certains dossiers, nous ne nous sentons plus liés par la solidarité gouvernementale, puisque celle-ci a été rompue par nos anciens partenaires. Sur d'autres dossiers qui nous tiennent à cœur, nous soutenons l'ancienne majorité.»

Est-ce à dire que la N-VA privilégie une reconduction de la «suédoise» après le 26 mai? Peter De Roover se garde bien d'avancer sur ce terrain. «C'est une option, mais ce n'est pas la seule. La collaboration que nous avons eue avec nos partenaires n'a pas toujours été facile, mais c'est une configuration politique qui nous a permis de fournir du bon

travail. Nous n'allons pas nous enfermer dans un ou deux scénarios. Nous sommes ouverts à beaucoup d'options et la voix de l'électeur sera déterminante à cet égard.»

Même avec le PS? «Même avec le PS, répond Peter De Roover, mais ce sera alors uniquement pour négocier une réforme institutionnelle. Le modèle de société du PS, que je respecte du reste puisque nous sommes en démocratie, se situe aux antipodes de celui de la N-VA. Se mettre à table avec le PS autour d'un projet socio-économique ne sera pas possible.»

### Réalisme climatique

C'est peu dire que l'irruption de la thématique du climat a pris de court les partis traditionnels, y compris la N-VA qui avait orienté sa campagne sur l'économie et les questions d'identité. Le chef de groupe tient toutefois à dédramatiser les choses. «Nous ne sommes en rien gênés par la tournure

prise par les événements autour du climat. Au contraire, c'est un très beau thème qui nous permet de déployer pleinement notre projet de société. Ecolo-Groen donne l'impression de jouer à domicile sur la question du climat. Mais je constate que dès lors qu'on parle chiffres, de qui va payer, etc., le discours des Verts atteint vite ses limites. La N-VA peut apporter la voix de la raison dans ce débat. Ce qui signifie: oui, le climat est un thème fondamental, mais non, nous n'allons pas accorder des chèques en blanc pour résoudre le problème. Nous misons sur l'optimisme du progrès technologique et non sur l'appauvrissement, les interdits, la peur ou la culpabilisation. La demande mondiale d'énergie ne fera qu'augmenter. Si elle devait diminuer, on irait vers l'appauvrissement collectif. Le tout est de pouvoir proposer de l'énergie propre. Et je pense qu'une bonne partie de la population est prête à nous suivre dans cette direction.»

Ce discours suffira-t-il à convaincre les jeunes qui manifestent pour le climat et qui se sont montrés fort déçus de ne pas avoir été reçus par Bart De Wever à Anvers? De Roover: «Je comprends parfaitement les jeunes. Il y a toujours eu une tension entre idéalisme et réalisme. Il est normal que les jeunes soient idéalistes. J'ai aussi eu 17 ans et c'est très bien que ceux qui ont 17 ans pensent comme des gens de 17 ans. Mais à un moment donné, il faut aborder les choses de manière réaliste. À défaut, on n'arrivera pas à des solu-

tions praticables. Le pont entre le rêve et la solution, c'est le réalisme que nous préconisons.»

Autre caillou dans la chaussure de la N-VA, le dossier des visas humanitaires accordés par l'ancien secrétaire d'État à l'asile Theo Francken. «Ce sera à l'électeur de se prononcer. Theo Francken s'est concentré sur un groupe spécifique, les chrétiens d'Orient, qui sont hautement menacés. C'est

une démarche que nous appuyons. Mais il faut aussi tenir compte du fait que dans une zone de guerre, on ne peut pas s'appuyer sur des structures solides, ce qui a permis à des personnes mal intentionnées d'en tirer profit. Francken a pris un risque, mais il a surtout permis de sauver des centaines de personnes d'une mort quasi certaine. S'il n'avait rien fait, il n'aurait rien fait de mal non plus.»

### Destexhe et le MR

Depuis peu, la N-VA semble avoir un petit frère du côté francophone en la personne d'Alain Destexhe, qui vient de claquer la porte du MR pour créer, selon ses propres mots, une «N-VA francophone». De là à appeler à voter Destexhe, il y a un pas, estime Peter De Roover. «Alain Destexhe est un concurrent comme un autre, puisque nous aussi, nous nous présentons à Bruxelles. Il devra faire ses preuves comme tout le monde et nos rapports futurs dépendront des résultats qu'il parviendra à engranger.»

Alain Destexhe entend combler l'absence assez remarquable d'un parti conservateur classique en Belgique francophone. De Roover convient qu'il s'agit d'une certaine anomalie. «C'est étrange, en effet. Quand on parle de droite en Wallonie, on tombe rapidement dans l'extrême droite et le populisme, ce qui est encore autre chose que le conservatisme. Nous sommes parfois étonnés de constater à quel point le MR se positionne à gauche sur certains thèmes. Nous sommes convaincus qu'ils passent ainsi à côté d'un potentiel électoral en Wallonie et je sais qu'un certain nombre de collègues du MR à la Chambre pensent la même chose. Vu de Flandre, le MR est un parti centriste. Si le MR est le plus à droite parmi les partis traditionnels en Belgique francophone, c'est la preuve qu'on est bien en présence de deux démocraties.»

### LES PHRASES CLÉ

«Il y a un manque de confiance en soi côté francophone.»

«Dans notre modèle confédéral, Bruxelles conserve toutes ses compétences territoriales ou régionales.»

«Il est normal que les jeunes soient idéalistes. J'ai aussi eu 17 ans.»

### Le profil

- ▶ Né à Turnhout en 1962, a grandi à Mortsel
- ▶ Milite en tant qu'étudiant au KVHV (Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond)
- ▶ Débute sa carrière dans l'enseignement secondaire
- ▶ Il milite à la Volksunie jusqu'en 1988
- ▶ Président du Vlaamse Volksbeweging de 1989 à 1998
- ▶ Député fédéral depuis mai 2014
- ▶ Chef de groupe N-VA à la Chambre depuis janvier 2016
- ▶ Il poussera la liste N-VA à la Chambre aux prochaines élections fédérales